

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Chine & Mongolie

Une publication du SER de Pékin
Semaine du 27 juillet 2026

Chine continentale

Conjoncture [\(ici\)](#)

Profit : le profit des grandes entreprises industrielles chinoises est en augmentation sur la période de janvier à juin

Multilatéral : la Banque Mondiale prévoit un arrêt des financements à destination de la Chine d'ici 2031

Banque et finance [\(ici\)](#)

Marchés financiers : repli des marchés chinois et hongkongais depuis début juin

Échange et politique commerciale [\(ici\)](#)

Relations Chine-UE : nouvelles restrictions chinoises à l'exportation visant 14 entités européennes

Relations Chine-Brésil : appel téléphonique entre XI Jinping et Luiz Inácio LULA DA SILVA

Relations Chine – Royaume-Uni : visioconférence entre WANG Wentao et Jonathan REYNOLDS

Relations Chine-Turquie : rapport de l'OMC sur les restrictions turques visant les véhicules électriques chinois

Politique industrielle : le MOFCOM publie un document de position sur les « prétendues surcapacités »

Relations Chine – Etats-Unis : visioconférence entre le vice-Premier ministre chinois HE Lifeng et le secrétaire au Trésor américain Scott BESSANT

Industrie et numérique [\(ici\)](#)

Politique industrielle : la Chine lance « ses prochains trois nouveaux » moteurs de croissance

Semi-conducteurs : la Chine aurait débuté la production de machine DUV

Intelligence artificielle : le MofCom réagit aux accusations américaines de « distillation »

Développement durable, énergie et transports [\(ici\)](#)

Transports : le gouvernement publie le volet transports du 15^e plan quinquennal

Énergies renouvelables : le gouvernement publie le volet énergies renouvelables du 15^e plan quinquennal

Actualités locales [\(ici\)](#)

Delta du Yangste : Les chiffres de la croissance du PIB pour le premier semestre de 2026 dépassent la moyenne nationale

Shanghai : Le fabricant de mémoire CXMT signe la plus grande introduction en bourse d'Asie de l'année et devient la première capitalisation des marchés d'actions continentaux

Hong Kong et Macao

Hong Kong [\(ici\)](#)

Marché boursier : Hong Kong et la Malaisie s'allient pour élargir l'accès mutuel à leurs marchés financiers

Marché boursier : HKEX élargit sa liste des professionnels sanctionnés pour des demandes de cotation incomplètes

Commerce extérieur : les exportations hongkongaises bondissent grâce à la demande liée à l'IA

Immobilier : reprise du marché résidentiel

Taïwan [\(ici\)](#)

Politique de change : le Trésor américain maintient Taïwan sur sa liste de surveillance

Tarifs : Taïwan se voit appliquer des droits de douane de 10% sur ses exportations à l'issue de l'enquête du Bureau du représentant américain au commerce

Semiconducteurs : selon Taipower, la part de l'industrie des semiconducteurs devrait représenter 30% de la consommation électrique de l'île d'ici à 2035

Climat : forêts urbaines, loi sur l'économie circulaire, énergies renouvelables et formation au cœur des discussions du comité national sur le changement climatique

Chine continentale

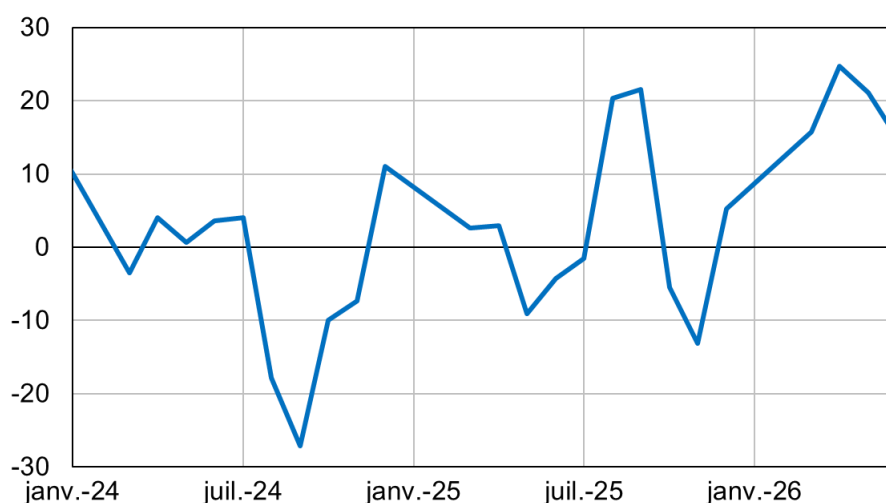
Conjoncture

Profit : le profit des grandes entreprises industrielles chinoises est en augmentation sur la période de janvier à juin

Selon le Bureau National des Statistiques (NBS), [le profit des grandes entreprises industrielles chinoises](#) s'est élevé 3 948 Mds RMB (513 Mds EUR) sur la période allant de janvier à juin 2026, soit une augmentation de +18,7 %. En glissement annuel, cela représente une augmentation +21,1 %.

Dans le détail, sur la période allant de janvier à mai 2026, les entreprises d'Etat (SOEs) et les entreprises privées voient leurs profits augmenter respectivement de +17,9 % et de +13,0 %, par rapport à la même période l'année dernière. Les entreprises manufacturières ont enregistré quant à elles une hausse de leurs profits de +20,1 %, tandis que l'industrie minière affiche une progression de +33,5 % de ses profits.

Profit total des grandes entreprises industrielles chinoises (en g.a.)



Multilatéral : la Banque Mondiale prévoit un arrêt des financements à destination de la Chine d'ici 2031

La Banque Mondiale a [publié](#) la semaine dernière son « Country Partnership Framework » (CPF). Ce document détaille le partenariat entre la Banque Mondiale et la Chine sur la période de 2026 à 2031. L'enveloppe totale passerait de 6,4 Mds USD dans le cadre du précédent CPF à 2 Mds USD sur la période FY26-FY31, selon une trajectoire décroissante.

Ce CPF devrait être l'un des derniers conclus avec la Chine avant que celle-ci ne franchisse les seuils de sortie des financements de la BIRD. Avec un RNB par habitant de 13 660 USD en 2024 selon la méthode Atlas, la Chine appartient à la catégorie des économies à revenu intermédiaire supérieur

et figure dans le groupe des pays ayant atteint un stade avancé du processus de graduation, selon l'IBRD Graduation Outlook 2026.

Le nouveau cadre de partenariat proposé s'articule autour de trois axes. Le premier viserait à soutenir la productivité et une croissance davantage tirée par la demande intérieure, grâce à l'amélioration de l'environnement des affaires, à l'approfondissement des marchés financiers, au soutien à la création d'emplois et à la stimulation de la consommation des ménages. Le deuxième entend valoriser le capital humain en renforçant les services de santé et le secteur de la prise en charge de la dépendance, ainsi qu'en améliorant les compétences et les dispositifs d'apprentissage tout au long de la vie, afin de répondre au vieillissement démographique et à l'évolution des besoins du marché du travail. Le troisième porte sur le développement d'infrastructures résilientes et durables et sur la préservation du capital naturel, au moyen de solutions réduisant les émissions et la pollution, favorisant l'économie circulaire et soutenant la restauration des écosystèmes.

Retour au sommaire [ici](#)

Banque et finance

Marchés financiers : repli des marchés chinois et hongkongais depuis début juin

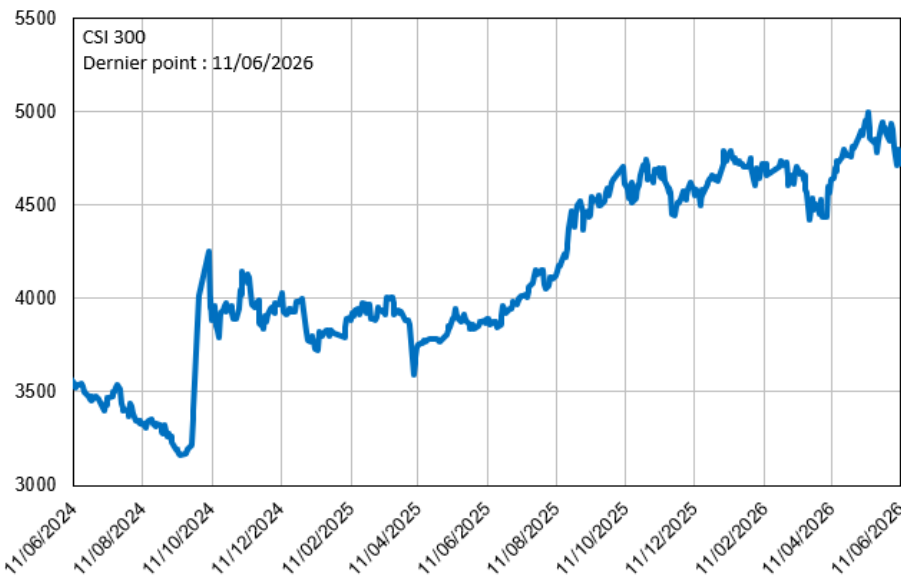
Les marchés actions chinois et hongkongais ont évolué de manière très contrastée depuis le début du mois de juin 2026. Le Hang Seng a reculé de -4,0 % tandis qu'en Chine continentale, l'indice de Shanghai (SSE) a progressé de +2,3 %, l'indice de Shenzhen (SZSE) a pour sa part perdu -4,1 %. La dispersion est encore plus marquée parmi les indices technologiques : malgré une hausse moyenne de 11,8 % depuis le début de l'année, les performances varient fortement entre le Star 50 (+28,8 %), le ChiNext (+9,0 %) et le BSE 50 (-28,0 %).

Le CSI 300 a légèrement reculé depuis le début du mois de juin (-0,3 %), dans un contexte de ralentissement de l'économie chinoise et de tensions géopolitiques au Moyen-Orient. Les principaux marchés internationaux ont également évolué en ordre dispersé en juillet. Les indices américains ont perdu entre 1 % et 2 %, tandis que le Nikkei japonais et le KOSPI sud-coréen ont respectivement reculé de 1,5 % et 2,7 %.

Evolution des indices chinois et hongkongais

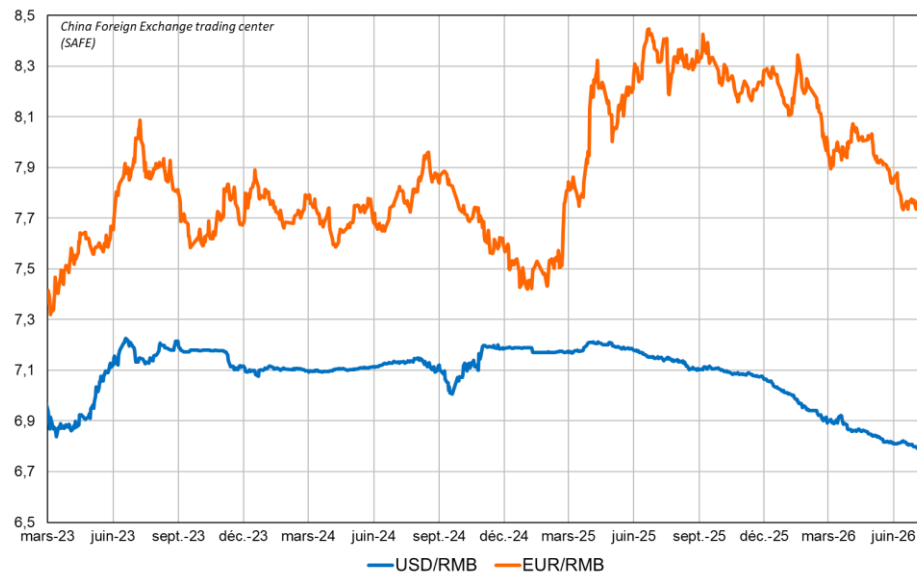
Evolutions	CSI 300	SSE	SZSE	Moyenne des indices technologiques	Chinext	Star 50	BSE 50	Hang Seng Index
Depuis le 01/05/2026	-0,8%	-0,8%	-0,2%	-3,1%	-2,6%	-5,0%	-2,1%	0,3%
Depuis le 05/01/2026	-0,3%	2,3%	-4,1%	11,8%	9,0%	28,8%	-28,0%	-4%

Evolution du CSI 300 depuis 2 ans



Le RMB poursuit depuis le mois de mars sa phase d'appréciation graduelle : il s'apprécie face à l'euro (EUR/RMB en recul de 8,3 % de 8,45 à 7,75) et face au dollar américain (USD/RMB en recul de 3,5 % de 7,25 à 7,00).

Evolution du spot USD/RMB et EUR/RMB



Retour au sommaire [ici](#)

Échanges et politique commerciale

Relations Chine-UE : nouvelles restrictions chinoises à l'exportation visant 14 entités européennes

Le 24 juillet 2026, le ministère chinois du Commerce (MOFCOM) a [annoncé](#) l'inscription de 14 entités européennes sur sa liste de contrôle des exportations de biens à double usage (BDU). Cette décision, entrant en vigueur immédiatement, [intervient](#) en réponse à l'adoption du 21^{ème} paquet de sanctions de l'UE contre la Russie la veille, et vise entre autres 14 entités chinoises ou hongkongaises soutenant l'effort de guerre russe.

Pour rappel, au lendemain de l'adoption du 20^{ème} paquet de sanctions de l'UE contre la Russie, le MOFCOM avait annoncé un premier train de mesures contre 7 entreprises européennes, au motif de leurs liens présumés avec Taïwan ([voir Brèves du SER de Pékin – semaine du 27 avril 2026](#)).

Selon le MOFCOM, cette décision vise à « maintenir la sécurité et les intérêts nationaux » ainsi qu'à « remplir ses obligations internationales telles que la non-prolifération ». Cette annonce implique entre autres :

- Une interdiction d'exportation de BDU originaires de Chine vers les entités concernées ;
- Une interdiction pour les organisations ou individus étrangers de leur transférer ou fournir des BDU originaires de Chine.

Parmi les 14 entités concernées figurent des acteurs du secteur de la défense tels que Rheinmetall AG (Allemagne) et TATRA TRUCKS (République tchèque), des matériaux avancés tels que Opticoelectron Group (Bulgarie) et Vigo Photonics (Pologne) ou encore de la recherche tels que III-V Lab (France) et l'Université polytechnique de Wroclaw (Pologne).

Relations Chine-Brésil : appel téléphonique entre XI Jinping et Luiz Inácio LULA DA SILVA

Le 27 juillet 2026, le président chinois XI Jinping s'est [entretenu](#) par téléphone avec le président brésilien Luiz Inácio LULA DA SILVA. Il a salué les avancées de la coopération bilatérale et du rapprochement des stratégies de développement des deux pays, tout en appelant à renforcer leur coordination, tant sur le plan bilatéral que multilatéral.

XI Jinping a également appelé à promouvoir une coopération BRICS élargie « de haute qualité », tout en réaffirmant le soutien de la Chine à la souveraineté et à l'indépendance du Brésil, ainsi qu'à son opposition à toute « ingérence extérieure ».

Le président brésilien a mis en avant la progression des coopérations sino-brésiliennes et l'augmentation des échanges commerciaux entre les deux pays. Il a indiqué souhaiter approfondir les partenariats dans l'intelligence artificielle, l'énergie et les ressources minérales, encourager les investissements chinois au Brésil, et renforcer la coordination au sein de

l'ONU et des BRICS en faveur du multilatéralisme et du règlement négocié des crises internationales.

Relations Chine - Royaume-Uni : visioconférence entre WANG Wentao et Jonathan REYNOLDS

Le 28 juillet 2026, le ministre chinois du Commerce, WANG Wentao, s'est entretenu par visioconférence avec le nouveau ministre britannique du Commerce, Jonathan REYNOLDS. Les ministres ont déclaré leur volonté de renforcer la coopération, notamment dans les services, la transition verte, les énergies renouvelables et l'intelligence artificielle.

[Selon le communiqué officiel chinois](#), la Chine souhaite s'appuyer sur le mécanisme de commission économique et commerciale mixte sino-britannique pour favoriser des échanges « équilibrés » et défendre le système commercial multilatéral centré sur l'OMC.

En outre, WANG Wentao a fait part de ses préoccupations concernant la nationalisation de *British Steel*, demandant au Royaume-Uni de respecter ses obligations au titre de l'accord bilatéral de protection des investissements. Pour contexte, le gouvernement britannique a [annoncé](#) le 16 juillet la nationalisation de *British Steel*, auparavant contrôlé par le groupe chinois Jingye. Cette décision, prise en vertu du *Steel Industry (Nationalisation) Act*, prévoit la création d'un mécanisme d'indemnisation par voie réglementaire secondaire ; une évaluation indépendante devra déterminer si une compensation est due et, le cas échéant, son montant.

Toujours selon le communiqué chinois, le ministre britannique a indiqué que le Royaume-Uni prenait ces préoccupations au sérieux et prévoyait une évaluation indépendante, conformément au droit applicable, avec une compensation raisonnable sur la base de ses résultats. Il a assuré que le gouvernement britannique ne souhaitait pas que ce dossier pèse sur l'ensemble des relations économiques entre les deux pays.

Relations Chine-Turquie : rapport de l'OMC sur les restrictions turques visant les véhicules électriques chinois

Le 28 juillet 2026, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a [publié](#) le rapport de son groupe spécial dans le différend opposant la Chine à la Turquie sur les restrictions visant les véhicules électriques et d'autres véhicules (DS629). Le groupe spécial a donné raison à la Chine, estimant que les mesures turques concernées étaient contraires aux règles de l'OMC.

Selon le rapport, « les droits additionnels sur les véhicules électriques et sur les véhicules hybrides » imposés par la Turquie « sont incompatibles » avec plusieurs dispositions de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) de 1994.

[Selon le ministère chinois du Commerce](#), la Turquie a imposé, depuis 2023 des droits de douane supplémentaires et des licences d'importation visant les véhicules électriques, hybrides et autres véhicules chinois. La Chine considère que ces dispositions enfreignent les engagements tarifaires ainsi que les principes de traitement national et de la nation la plus favorisée, et demande à la Turquie de les corriger rapidement.

Politique industrielle : le MOFCOM publie un document de position sur les « prétendues surcapacités »

Le 28 juillet 2026, le ministère chinois du Commerce a [publié](#) un document de position sur la question des « prétendues surcapacités » industrielles. La Chine y affirme que ce phénomène est inhérent au fonctionnement dynamique des économies de marché, sans définition internationale unanimement reconnue, et qu'il doit être apprécié au regard des secteurs et des niveaux de développement de chaque économie.

La Chine conteste tout lien automatique entre surcapacité, subventions industrielles et excédents commerciaux. Le document soutient que la compétitivité de l'industrie chinoise repose sur l'innovation, la réforme et l'ampleur de son marché intérieur, plutôt que sur un soutien public indu ; il affirme également que les exportations chinoises, notamment dans les technologies vertes, contribuent à diversifier l'offre mondiale et à réduire les coûts de la transition énergétique.

Enfin, la Chine estime que certains partenaires recourent à la notion de « surcapacité » pour justifier des mesures protectionnistes. Elle appelle à préserver le cadre multilatéral de l'OMC, à réduire les barrières commerciales et à renforcer la coopération internationale sur les politiques industrielles et les chaînes d'approvisionnement.

Pour contexte, ce document intervient alors que l'Union européenne et les États-Unis reprochent à la Chine des surcapacités industrielles, qu'ils associent à des soutiens publics et à une hausse des exportations. Ils estiment que ces exportations peuvent exercer une pression sur leurs industries et contribuer à des déséquilibres commerciaux, notamment dans les secteurs des véhicules électriques, des batteries, du solaire et de l'acier. La Chine conteste ces accusations, qu'elle considère comme un prétexte à des mesures protectionnistes.

Relations Chine - Etats-Unis : visioconférence entre le vice-Premier ministre chinois HE Lifeng et le secrétaire au Trésor américain Scott BESENT

Le 30 juillet 2026, le vice-Premier ministre chinois HE Lifeng s'est [entretenu](#) en visioconférence avec le secrétaire au Trésor Scott BESENT et le représentant américain au Commerce Jamieson GREER, afin de mettre en œuvre les engagements pris dans le cadre de la visite de Donald TRUMP à Pékin ([voir Brèves du SER de Pékin – semaine du 18 mai 2026](#)).

Selon le communiqué chinois, la partie chinoise aurait également exprimé de vives préoccupations concernant les récentes restrictions économiques et commerciales américaines à l'encontre de la Chine. Les deux parties sont convenues de renforcer le mécanisme de consultation économique et commerciale sino-américain et promouvoir « une relation stratégique sino-américaine constructive et stable ».

Dans des déclarations publiées sur les réseaux sociaux et en préparation de la rencontre entre les dirigeants des deux pays en septembre, Scott BESENT a [indiqué](#) avoir insisté sur la nécessité pour la Chine de respecter pleinement ses engagements, notamment en matière d'accès aux terres rares et d'achats de produits agricoles américains. Il a également évoqué la mise en place des « Trade and Investment Boards », « afin d'obtenir des

progrès concrets vers une relation économique plus équilibrée, juste et constructive ». Jamieson GREER a lui [exprimé](#) ses préoccupations concernant « une série de mesures relatives aux chaînes d'approvisionnement s'opposant à la réindustrialisation américaine ».

Retour au sommaire [ici](#)

Industrie et numérique

Politique industrielle : la Chine lance « ses prochains trois nouveaux » moteurs de croissance

En juillet 2026, YIN Hejun, ministre chinois des Sciences et des Technologies, a [annoncé](#) trois nouveaux secteurs stratégiques – l'intelligence artificielle, la robotique et les médicaments innovants – comme les « prochains trois nouveaux » moteurs de croissance économique. Ces industries succèdent aux exportations traditionnelles (« trois anciens » : textile, meubles, électroménager) et aux technologies vertes (« trois nouveaux » : véhicules électriques, batteries, photovoltaïque). Contrairement à leurs prédécesseurs, les « prochains trois nouveaux » se distinguent par l'exportation de solutions technologiques intégrées (algorithmes, R&D, chaînes de valeur complètes) plutôt que des biens physiques.

En 2025, les exportations des « trois nouveaux » ont augmenté de +250 % depuis 2020, atteignant 1 300 Mds RMB (192 Mds USD). Les « prochains trois nouveaux » ont un potentiel de croissance tout aussi important. En particulier, les exportations de robots chirurgicaux ont augmenté de +230 % en g.a., tandis que le secteur pharmaceutique a enregistré 110 Mds USD de licences technologiques exportées sur le premier semestre 2026, avec 8 des 10 plus grands accords mondiaux signés par des entreprises chinoises.

Semi-conducteurs : la Chine aurait débuté la production de machine DUV

La Chine aurait [commencé](#) la production de machines d'immersion DUV (*deep ultraviolet*) développées localement, selon une source citée par Reuters le 28 juillet 2026. Ce projet serait mené par Aishengna Electronic Technology Group, une entreprise d'État shanghaienne créée en août 2023. Les machines DUV permettent la fabrication de semiconducteurs relativement avancé (plus petite taille de gravure entre 5-7 nm) mais restent en deçà des plus performantes machines du néerlandais ASML, les EUV (*extreme ultraviolet*), qui visent une taille de gravure entre 3-5 nm.

Environ cinq machines devraient être produites en 2026, avec une vingtaine prévue en 2027, et les premières livraisons seraient attendues cette année pour des acteurs comme SMIC, Hua Hong Semiconductor et CXMT.

Ces machines, bien que moins performantes que celles d'ASML, pourraient offrir une alternative si les restrictions occidentales sur les outils de lithographie étrangère s'aggravaient. Le principal obstacle des laboratoires chinois d'IA pour rivaliser avec leurs homologues américains [resterait](#) justement l'accès à la puissance de calcul, selon une transcription ayant fuitée d'une réunion d'investisseurs du 20 mai avec Liang Wenfeng,

fondateur de la startup d'intelligence artificielle (IA) DeepSeek. La transcription n'a toutefois pas pu être authentifiée.

Liang Wenfeng aurait [révélé](#) que, malgré des modèles open-source compétitifs, DeepSeek se heurterait aux restrictions américaines sur les puces et aux quotas chinois sur les importations de Nvidia H200. Pour y remédier, l'entreprise miserait sur des solutions logicielles comme TileLang et les puces Ascend de Huawei, bien que ces dernières accuseraient un retard de deux ans et nécessiteraient « quatre cartes pour égaler une Nvidia ».

A la suite de la fuite, DeepSeek aurait [annulé](#) une collecte de fonds.

Intelligence artificielle : le MofCom réagit aux accusations américaines de « distillation »

Le 27 juillet, le ministère chinois du Commerce (MofCom) a [réagi](#) aux déclarations du secrétaire américain au Trésor, lors d'une conférence de presse. Washington accusait les entreprises d'intelligence artificielle (IA) chinoises de distillation ([voir Brèves du SER de Pékin – semaine du 23 février 2026](#)). Pékin affirme que ces accusations n'ont pas de fondements factuels ou juridiques.

Selon le MofCom, des entreprises américaines distilleraient des modèles chinois. Il souligne également [l'initiative Little Tech Association](#) rassemblant plus de 200 startups américaines ayant manifesté auprès de l'administration Trump de [ne pas couper l'accès aux modèles open-weight](#) disponibles. Enfin, le MofCom a mis en garde sur les possibles mesures pouvant affecter les entreprises chinoises, en référence aux [considérations américaines](#) d'une interdiction des modèles chinois aux États-Unis.

Parallèlement, le 27 juillet, la startup chinoise Moonshot AI a [tenu](#) sa promesse en publiant les poids des paramètres du modèle Kimi K3, ainsi que son rapport technique et trois composants de son infrastructure d'entraînement en *open source*, permettant à quiconque de télécharger et déployer ce modèle de 2 800 Mds de paramètres.

Cette décision, qui aurait pu être retardée par des préoccupations gouvernementales, n'aurait pour l'instant révélé aucun signe d'intervention significative des autorités, en cohérence avec les déclarations de Xi Jinping en faveur de l'IA *open source* lors de la Conférence mondiale sur l'IA plus tôt ce mois-ci ([voir Brèves du SER de Pékin – semaine du 20 juillet 2026](#)).

Retour au sommaire [ici](#)

Développement durable, énergie et transports

Transports : le gouvernement publie le volet transports du 15^e plan quinquennal

Le 24 juillet 2026, le ministère des Transports, l'Administration de l'aviation civile, le Bureau national des postes et l'Administration nationale des chemins de fer [ont publié](#) le volet transports du 15^e plan quinquennal. Ce plan marque une évolution de la politique des transports, en passant d'une phase d'expansion des réseaux à une stratégie privilégiant, d'ici 2030, **l'intermodalité du réseau** ainsi que l'amélioration des services de transports dans les zones rurales.

Les priorités sectorielles portent sur le renforcement du **réseau ferroviaire** (résorption des goulets d'étranglement, développement du fret, amélioration de la sécurité et décarbonation) ainsi que sur le **développement sûr et ordonné du transport aérien à basse altitude**. Le plan préconise également la construction de plateformes de fret aérien dans les zones à fort potentiel logistique, notamment les zones économiques aéroportuaires, les zones franches intégrées et les parcs industriels.

Le plan vise à accélérer la **transition écologique du secteur** en favorisant le report modal vers le rail et le transport fluvial, l'introduction d'une tarification plus flexible du fret ferroviaire et le déploiement de véhicules et navires zéro émission.

Enfin, ce plan s'inscrit dans le **prolongement des « Nouvelles routes de la soie »** en développant des « hubs de la Route de la Soie » et en renforçant les corridors internationaux de transport, notamment les liaisons routières directes Chine-Europe. Ainsi, il vise à renforcer la résilience des chaînes de valeur chinoises en multipliant les routes de transports de marchandises.

Énergies renouvelables : le gouvernement publie le volet énergies renouvelables du 15^e plan quinquennal

La Commission nationale du développement et de la réforme et l'Administration nationale de l'énergie [ont publié](#), le 23 juillet, le volet du 15^e plan quinquennal consacré aux énergies renouvelables (ENR).

D'ici 2030, la Chine vise **une consommation d'ENR de 1,8 milliard de tonnes équivalent charbon (tce)**, en hausse de 52,5 % par rapport à 2025. La capacité installée d'ENR devra atteindre 3 500 GW (+49,76 %) et la production annuelle d'électricité renouvelable 6 000 TWh (+50,5 %).

L'éolien et le solaire doivent constituer les moteurs de cette progression, avec une capacité installée cumulée supérieure à 2 800 GW en 2030, soit plus de la moitié de la capacité électrique installée totale. Par

ailleurs, 100 GW supplémentaires d'éolien en mer seront construits d'ici 2030.

Sur le plan industriel, le plan fixe plusieurs priorités technologiques sur le développement des cellules photovoltaïques tandem à pérovskite, la production solaire spatiale, les fondations flottantes de nouvelle génération ainsi que les câbles sous-marins dynamiques pour l'éolien offshore profond.

De manière inédite, le plan introduit **un objectif dit de « substitution fiable » pour les ENR**, traduisant la volonté de la Chine de passer d'une croissance capacitaire rapide à une logique de flexibilité et de pilotabilité de son système électrique. Ainsi, la contribution à la capacité fiable de l'éolien et du solaire à l'échelle nationale (incluant donc le stockage d'énergie associé, par BESS ou STEP) devra atteindre 8 % des capacités installées d'éolien et de solaire en 2030.

Afin de **soutenir la consommation des ENR**, les usages non électriques sont encouragés. Leur volume devra progresser de 50 % par rapport à 2025, notamment grâce à la production de chaleur renouvelable et de 2 millions de tonnes d'hydrogène vert par an d'ici 2030 (contre 250 000 t/an en 2025). Le plan prévoit également de renforcer les obligations de consommation d'électricité renouvelable applicables aux industries fortement consommatrices d'énergie.

Retour au sommaire [ici](#)

Agriculture et agro-alimentaire

R&D : la Chine, de leader de la R&D agricole à champion de la productivité en 2050 ?

Selon [un article paru en 2026](#), le premier investisseur en recherche et développement agricole est la Chine, et ce depuis 2011. Ces investissements lui permettent de posséder 26 % des « stocks » de R&D en 2020, contre 15 % pour l'Europe et 12 % pour les Etats-Unis. Par stock de R&D, l'équipe de recherche entend le capital technique agricole qui augmente avec les dépenses et diminue quand les connaissances deviennent obsolètes. Selon cette définition et sans changements des tendances d'investissements, la Chine détiendrait 45 % des stocks en 2050, contre 10 % pour l'Europe, au même niveau que l'Inde, et 5 % pour les Etats-Unis.

Pour déterminer les stocks de R&D agricole, l'équipe de recherche a également modélisé les équilibres en se fondant sur la productivité agricole, les émissions de gaz à effet de serre et la demande en foncier agricole, à 2050.

Ces investissements en R&D se traduiraient par ailleurs en termes de productivité agricole : la Chine, tout comme le Brésil, seraient capables de connaître une augmentation de leur production deux fois plus importante que l'augmentation d'émissions associées. La Chine réaliserait cette augmentation avec une variation quasiment nulle de sa surface arable, se passant donc d'une contrainte qui serait commune à toutes les autres zones géographiques, bien qu'à des niveaux variables. L'effet est d'autant plus marqué lorsque l'on prend en compte un changement de la nature des recherches, déplaçant les efforts de l'augmentation seule des rendements à la maximisation de l'efficacité des intrants (et donc leur réduction).

L'article pointe finalement quelques limitations à garder à l'esprit : il ne s'agit ici que de modélisations de la recherche publique, faute de données sur la R&D privée.

Retour au sommaire [ici](#)

Actualités locales

Delta du Yangste : Les chiffres de la croissance du PIB pour le premier semestre de 2026 dépassent la moyenne nationale

À la mi-juillet, le bureau national des statistiques a [publié](#) les données économiques des provinces chinoises pour le [premier semestre 2026](#). Parmi elles, les provinces du delta du Yangtsé (Jiangsu, Zhejiang, Anhui, et Shanghai) ont dépassé la croissance nationale qui s'est établi à 4,7 % au 1er semestre (En deçà de l'objectif annuel de 5 %). Ces résultats – en baisse par rapport à ceux de 2025 – concordent voire dépassent légèrement les objectifs fixés par les provinces pour 2026. Tandis que le delta du Yangtsé souhaite réorienter la croissance vers les services et la consommation, le [commerce extérieur](#) reste un moteur important de croissance.

Province	Croissance du PIB au 1 ^{er} semestre 2026	Croissance du PIB 2025	Objectif 2026	Croissance du commerce extérieur (S1 2026)
Jiangsu	5,2 %	5,9 %	~5 %	23,9 %
Zhejiang	5,7 %	6 %	5 %-5,5 %	8,6 %
Shanghai	5,6 %	5,9 %	~5 %	18,6 %
Anhui	5,6 %	5,8 %	5 % – 5,5 %	34,3 %

Shanghai : Le fabricant de mémoire CXMT signe la plus grande introduction en bourse d'Asie de l'année et devient la première capitalisation des marchés d'actions continentaux

Le fabricant de mémoire CXMT (ChangXin Memory Technologies), fondé en 2016 à Hefei (Anhui) et spécialisé dans la fabrication des mémoires vives dynamiques (DRAM), [a fait ses débuts](#) le 27 juillet 2026 sur le marché STAR de Shanghai. Le titre a bondi de 466 % dès la première séance, portant sa capitalisation à environ 3 300 Mds CNY (487 Mds USD), devenant la première capitalisation cotée sur le marché continental. L'opération a permis à l'entreprise de lever plus de 57 Mds de CNY, ce qui en fait la plus grande IPO d'Asie de l'année (après Zhongji Innolight et China Resources New Energy). Pour rappel, CXMT est le 4^e producteur mondial de DRAM ([7,7% du marché en 2025](#)) et la mémoire dynamique est un maillon majeur de la stratégie chinoise de souveraineté technologique face aux contrôles américains à l'export, interdisant l'importation de mémoires indispensables aux puces d'IA. Cet évènement consacre par ailleurs le [« modèle](#)

[de Hefei »](#) qui combine une entrée très précoce du capital public local (80% de l'investissement initial en 2016) et une tolérance élevée à une décennie de perte pour faire émerger des géants technologiques nationaux.

Retour au sommaire [ici](#)

Hong Kong et Macao

Hong Kong

Marché boursier : Hong Kong et la Malaisie s'allient pour élargir l'accès mutuel à leurs marchés financiers

[Les régulateurs](#) de Hong Kong et de Malaisie ont signé le 23 juillet un accord stratégique visant à simplifier des doubles cotations et à élargir la reconnaissance de certains produits financiers, y compris les ETF « non islamiques » et les REIT (*real estate investment trusts*). Dans ce cadre, Hong Kong Exchanges and Clearing (HKEX) a officiellement ajouté Bursa Malaysia à sa liste des bourses reconnues, afin de faciliter les cotations secondaires. Cette initiative s'inscrit dans la stratégie de diversification de Hong Kong, qui cherche à réduire sa dépendance aux marchés chinois.

Ce rapprochement fait suite au lancement, en mars, d'un indice commun regroupant les 30 principales entreprises cotées respectivement sur les deux places financières. Cela pourrait notamment permettre aux entreprises malaisiennes d'accéder plus facilement aux investisseurs chinois via le programme « ETF Connect ».

Marché boursier : HKEX élargit sa liste des professionnels sanctionnés pour des demandes de cotation incomplètes

HKEX a élargi son mécanisme dit « [Enhanced Return Mechanism](#) » pour y inclure les cabinets d'avocats, les auditeurs ainsi d'autres conseillers financiers impliqués dans des demandes de cotation jugées « non substantiellement complètes ». Ces professionnels seront désormais publiquement identifiés sur le site de la HKEX en cas de rejet de leur demande, accompagné des raisons du refus, afin de garantir la transparence.

Ces changements, entrés en vigueur immédiatement, renforcent le contrôle réglementaire sur la qualité des introductions en bourse à Hong Kong. Jusqu'à présent, seule la banque de parrainage figurait sur la liste publique des demandes rejetées, en place depuis 2014.

Commerce extérieur : les exportations hongkongaises bondissent grâce à la demande liée à l'IA

Les [exportations](#) de Hong Kong ont enregistré en juin leur plus forte augmentation depuis 1984, atteignant un record de 81,8 Mds USD, en hausse de 53,4 % en g.a. Cette performance, qui dépasse les prévisions, s'explique principalement par la forte demande mondiale en produits électroniques destinés aux infrastructures d'intelligence artificielle, notamment les machines électriques, les équipements de traitement des

données et le matériel de télécommunication. Les exportations vers les États-Unis ont ainsi progressé de 114 %, tandis que celles destinées à Singapour, à Taïwan et à la Chine continentale ont augmenté respectivement de 83 %, 80 % et 59 %.

Les importations ont également progressé de 45,4 % en g.a en juin, soit leur plus forte hausse depuis 1992. Cette progression s'explique notamment par une augmentation de 177 % des importations en provenance de Corée du Sud.

Le Hong Kong Trade Development Council estime que les nouveaux droits de douane américains de 12,5 % appliqués aux produits chinois, y compris ceux en provenance de Hong Kong, devraient avoir un effet limité. Certaines catégories de produits électroniques, qui représentent l'essentiel des exportations hongkongaises vers les États-Unis, continuent en effet de bénéficier d'exemptions.

Un ralentissement de la croissance des échanges est cependant attendu dans les mois à venir, en raison de la normalisation progressive du cycle technologique et du ralentissement de l'économie mondiale.

Immobilier : reprise du marché résidentiel

Selon Bank of America Global Research, les [promoteurs](#) hongkongais, à l'exception de New World Development, devraient enregistrer une croissance moyenne du bénéfice net de 8 % en g.a, portée par une reprise nette des ventes de logements et une amélioration des marges de développement. Parmi eux, Hysan Development devrait afficher la plus forte croissance avec une hausse de 51 %, suivi par Henderson Land Development (16 %), CK Hutchison Holdings (10 %) et Sun Hung Kai Properties (8 %). De son côté, Citi Research estime que les enregistrements de nouveaux logements ont progressé de 34 % en g.a, atteignant environ 12 500 unités, un niveau record pour un premier semestre depuis 2004.

Sur le marché secondaire, le nombre de transactions a également grimpé de 43 % en g.a, atteignant un sommet sur cinq ans. Cette dynamique a ainsi entraîné une hausse des prix des logements d'environ 11 % cette année, renforçant les marges et les flux de trésorerie des promoteurs.

Cependant, cet optimisme concernant le marché résidentiel contraste fortement avec les performances du secteur de l'immobilier commercial, qui reste fragmenté. La demande demeure concentrée dans les quartiers centraux, tandis que les zones périphériques souffrent d'une faible activité locative et d'un manque d'acheteurs. Selon Oxford Economics, le secteur commercial entre dans une phase de « réinitialisation » plutôt que de véritable reprise, avec des taux d'inoccupation toujours élevés dans les bureaux.

Retour au sommaire [ici](#)

Taiwan

Politique de change : le Trésor américain maintient Taiwan sur sa liste de surveillance

Le [département du Trésor américain](#) maintient Taiwan sur sa liste de surveillance des pays suspectés de manipuler leur taux de change, à l'occasion de la publication de son dernier rapport semestriel sur les politiques macroéconomiques et de change des principaux partenaires commerciaux des Etats-Unis. Affichant un excédent commercial (services compris) bilatéral de 145 Mds USD avec les Etats-Unis (contre 72 Mds USD un an auparavant), ainsi qu'un excédent total de sa balance courante de 180 Mds USD soit 19 % du PIB en 2025, Taiwan remplit deux des trois conditions requises pour l'inscription sur cette liste. Le troisième critère concerne les interventions des banques centrales sur le marché des changes, qui ne doivent dépasser 2 % du PIB. Dans le but de limiter l'appréciation du TWD (passant de 32,8 TWD pour 1 USD en janvier à 29,3 TWD en juillet 2025), la Banque centrale de Taiwan (CBC) est intervenue en 2025 avec un montant de 7,7 Mds USD, soit 0,8 % du PIB.

Tarifs : Taïwan se voit appliquer des droits de douane de 10 % sur ses exportations à l'issue de l'enquête du Bureau du représentant américain au commerce

Les exportations taïwanaises seront imposées à hauteur de 10% [suite à une décision du Bureau du représentant américain au commerce \(USTR\)](#) dans le cadre de l'enquête menée au titre de la section 301 du Trade Act de 1974 qui visait à déterminer si certains partenaires commerciaux des Etats-Unis ont recours au travail forcé. Pour rappel, suite à l'annonce du président américain Donald Trump d'imposer des droits de douanes de 10% dans le cadre de la section 122 du Trade Act dans la foulée du verdict d'inconstitutionnalité des tarifs « préférentiels » rendu par la Cour suprême américaine, Washington avait déclaré ouvrir une enquête au titre de la section 301. Introduit fin février, les 10 % de droits de douanes [au titre de la section 122 ont expiré le 24 juillet](#).

Sur les soixante économies ciblées par cette enquête, Taïwan et l'Union Européenne sont les seules à obtenir un tarif de 10 % alors que les concurrents régionaux de l'île, dont le Japon et la Corée, seront soumis à des tarifs de 12,5 %. Par ailleurs, à l'instar de l'UE, Taïwan bénéficiera d'un tarif de 10 % auquel ne s'ajouteront pas les tarifs de nation la plus favorisée.

2231 produits taïwanais seront également exemptés de droits de douane, l'absence de tarifs sur 1735 d'entre eux ayant été négociés dans le cadre de l'accord commercial US-Taïwan signé en janvier dernier. [Figurent parmi cette liste de produits exemptés](#) : des équipements de navigation sans fil, des appareils de communication, des composants de batteries au lithium, des médicaments ou encore des engrais.

Néanmoins, comme le souligne la vice première-ministre CHENG Li-chiun, le tarif de 10 % pourrait faire l'objet d'une révision dans les semaines à venir,

le Bureau du représentant américain au commerce conduisant actuellement une enquête sur [les surcapacités de production](#).

Semiconducteurs : selon Taipower, la part de l'industrie des semiconducteurs devrait représenter 30% de la consommation électrique de l'île à l'horizon 2035

Selon [des estimations](#) publiées par l'entreprise publique Taipower, la consommation électrique du secteur des semi-conducteurs va doubler d'ici 2035 pour atteindre 110 Mds de kWh, soit plus du tiers de la consommation électrique à cette date.

Alimentée par la production de wafers, de mémoire HBM ainsi que les activités de packaging et de testing, la part de l'industrie des semi-conducteurs dans la consommation électrique de l'île devrait poursuivre sa croissance pour atteindre 24,3 % (80 Mds kWh) d'ici 2030 avant de dépasser les 30,4 % (110 Mds kWh) en 2035 contre 17,7 % actuellement (52 Mds kWh).

Aujourd'hui 83 % de la production de semiconducteurs est réalisée sur le sol taiwanais. Si cette part doit diminuer à 79 % en 2030, les projets à Taiwan restent néanmoins colossaux : avec une vingtaine de sites en exploitation, TSMC prévoit à lui seul la construction de [13 nouvelles fabs](#).

Climat : forêts urbaines, loi sur l'économie circulaire, énergies renouvelables et formation au cœur des discussions du comité national sur le changement climatique

Au cours de la [huitième réunion du comité national sur le changement climatique](#) du 23 juillet 2026, le Président William LAI a présenté [les grands axes de sa politique](#) : mobilisation citoyenne, stabilité énergétique et préservation des terres. [Un comité national pour la promotion des forêts urbaines](#) avait été créé dans le but de présenter d'ici la fin 2026 un plan national. Face aux fluctuations des prix de l'énergie et aux risques liés aux phénomènes climatiques extrêmes, Taïwan devait renforcer la résilience de son réseau électrique ainsi que ses capacités de stockage et continuer à développer les énergies renouvelables, notamment l'éolien en mer (objectif de près de 11 GW en 2030). 508 éoliennes en mer (4,9 GW) étaient désormais en opération avec une production d'électricité dépassant les 10 Mds de kWh en 2025.

Le Ministre de l'environnement, secrétaire exécutif du comité, a pour sa part rappelé la promulgation [en juin de la loi sur la promotion de la circulation des ressources](#) et la poursuite des engagements du gouvernement en matière de réduction des GES : Taïwan était parvenue à réduire ses émissions d'environ 2 % en moyenne par an au cours des trois dernières années et ceci malgré un contexte de croissance économique soutenu. Le MOENV restait mobilisé pour atteindre ses objectifs à l'horizon 2035 (NDC 3.0). Le gouvernement prévoyait également de lancer un projet pilote de

système d'échange de quotas d'émission et travaillait sur la mise en place d'une version taïwanaise du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières. En 2025, le MOENV estimait à 3,3 M le nombre de Taiwanais ayant suivi au moins quatre heures de formation aux enjeux environnementaux et travaillait dès à présent sur le prochain Plan d'action national pour l'éducation à l'environnement (2028-2031).

Retour au sommaire [ici](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Pékin

christian.gianella@dgtresor.gouv.fr, kevin.besancon@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Pékin

Abonnez-vous : tanguy.mercierdesrochettes@dgtresor.gouv.fr